

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200F CFA

www.adiac-congo.com

N° 4502 MARDI 9 MAI 2023

ACCORD-CADRE DE PAIX POUR LA RDC

Les signataires condamnent l'occupation des localités congolaises par le M23

Tous les chefs d'Etat et représentants des institutions garantes, qui ont pris la parole à l'ouverture du onzième sommet du Mécanisme régional du suivi de l'Accord-cadre de paix pour la République démocratique du Congo (RDC), ont condamné les tueries perpétrées dans le Masisi par les forces terroristes du M23 et leurs parrains rwandais. Ils ont reconnu que dix ans après sa signature, l'Accord-cadre de paix n'a pas donné les résultats attendus.

[Page 2](#)



Félix Tshisekedi au sommet de Bujumbura

CINÉMA

La série kinoise «Chez Coco» récolte un franc succès en quelques jours



Diffusée sur Maboke TV depuis le 1er mai, la réalisation estampillée «Tosala films» accroche si bien qu'en moins d'une semaine, elle a récolté 31 700 j'aime et connu 910 partages sur la page Facebook de Canal +. «Chez Coco» crée une sorte de fierté générale dans le chef des Congolais. Les Kinois ne sont pas les seuls à se prononcer sur la série qui occupe déjà une place de choix dans plusieurs ménages.

[Page 4](#)

SADC

Félix Tshisekedi présent au sommet extraordinaire de la troïka des chefs d'État et de gouvernement

Le président Félix Tshisekedi prend part au sommet extraordinaire de la troïka des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté de développement de l'Afrique australe (Sadc) qui a débuté le 7 mai à Windhoek en Namibie. Il est question d'échanger sur plusieurs aspects de la situation sécuritaire préoccupante qui prévaut dans la partie est de la RDC, notamment au Nord-Kivu.

[Page 3](#)



Des chefs d'États et de gouvernement présents à Windhoek

FESTIVAL DE CANNES

«Augure» offre à la RDC sa première place sur la Croisette

Inscrit dans la sélection officielle « Un certain regard » de la 76^e édition du Festival de Cannes annoncée du 16 au 27 mai, le film du rappeur Baloji, «Augure», tourné au Congo, a pour coproducteurs Tosala Films de Kinshasa, Wrong Men de Belgique et New Amsterdam des Pays-Bas.

[Page 4](#)

ÉDITORIAL

Douze points

La République du Congo est passée de la 93e place en 2022 à la 81e en 2023 sur 180 pays dans le classement de Reporters sans frontières relatif à la liberté de la presse. Ce positionnement qui lui confère 12 points mérite d'être consolidé pour permettre aux médias de mieux jouer leur partition dans la gouvernance publique.

Une telle performance ne peut pas cependant faire oublier la déplorable situation dans laquelle se trouve la presse congolaise : manque de moyens financiers à la fois pour les médias publics que privés, obsolescence du cadre juridique, sous équipement, déficit en formation du personnel.

Bien qu'aucun journaliste ne soit à ce jour derrière les barreaux sur l'ensemble du territoire national pour «délit de presse», les organes qui les emploient ont besoin de financement pour continuer à offrir des contenus diversifiés. Sans subvention des pouvoirs publics ou des partenaires, le microcosme médiatique ne peut faire un bond en avant.

La presse est le baromètre de la paix, de la stabilité, de la liberté d'expression et de la démocratie. Son rôle incontestable dans le développement fait qu'elle est le quatrième pouvoir après les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire.

Face à la montée en puissance des médias alternatifs ou réseaux sociaux en matière de diffusion des nouvelles, les médias classiques doivent bénéficier d'une attention soutenue au risque de devenir la cinquième roue du carrosse.

Le Courrier de Kinshasa

SOMMET DE BUJUMBURA

Les signataires de l'Accord-cadre condamnent l'occupation des localités congolaises par le M23

De manière unanime, tous les chefs d'Etat et représentants des institutions garantes, qui ont pris la parole à l'ouverture du onzième sommet du Mécanisme régional du suivi de l'Accord-cadre de paix pour la République démocratique du Congo (RDC), ont condamné les tueries perpétrées au courant de la première semaine de mai 2022, dans le Masisi, par les forces terroristes du M23 et leurs parrains rwandais, rapporte la cellule de communication de la présidence de la République.

Tous les participants ont reconnu que dix ans après sa signature, l'Accord-cadre de paix n'a pas donné les résultats attendus. Plusieurs défis restent à relever dans un contexte de détérioration de la situation sécuritaire à l'est de la RDC et de

du Rwanda qui, sous couvert du mouvement terroriste du M23 pourtant défait et qu'il a ressuscité, s'est donné la liberté d'agresser et d'envahir une partie de la province du Nord-Kivu, en République démocratique du Congo ; ceci, en totale violation de l'engagement régional numéro 3 de l'Accord-cadre dont

met de l'Union africaine», a-t-il renchéri.

Dans le communiqué final qui a sanctionné la fin du sommet de Bujumbura, les signataires ont réaffirmé le respect de la souveraineté et de l'intangibilité des frontières des pays de

«*Cette attitude délibérée plus d'une fois réitérée par un Etat signataire, ne nous impose un choix tout autre que la revitalisation de cet Accord, tel que l'a notamment recommandé le Conseil de paix et sécurité de l'Union africaine lors de sa 1140^e session, le 17 février dernier, en marge du 26^e sommet de l'Union africaine*», a-t-il renchéri.

l'activisme des groupes armés, notamment le M23 soutenu ouvertement par le Rwanda.

Président sortant du Mécanisme régional de suivi de l'Accord-cadre et président de la Sadc, Félix Tshisekedi a chargé clairement le Rwanda. «*Hélas ! C'est avec une profonde amertume et une grande désolation que nous constatons, dix années après l'entrée en vigueur de cet accord, la rupture de ce pacte collectif par un des Etats signataires, j'ai cité, la République*

il est signataire, de même que les chartes des Nations unies et de l'Union africaine dont il est partie, le tout sur fond d'exploitation illégale de nos ressources naturelles», a déclaré le président Félix Tshisekedi. «*Cette attitude délibérée plus d'une fois réitérée par un Etat signataire, ne nous impose un choix tout autre que la revitalisation de cet Accord, tel que l'a notamment recommandé le Conseil de paix et sécurité de l'Union africaine lors de sa 1140^e session, le 17 février dernier, en marge du 26^e som-*

la région. Ils se sont dits préoccupés par la détérioration de la situation sécuritaire et la vive tension entre la RDC et le Rwanda et ont appelé les deux États à la désescalade. Les signataires de l'Accord-cadre ont condamné l'occupation des localités congolaises par le M23. Le sommet de Bujumbura a apporté son soutien au processus de Luanda et celui de Nairobi. Le prochain aura lieu en 2024 à Kampala en Ouganda.

Alain Diasso

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Romonique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chef de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédaction en chef délégué : Quentin Loubou
Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain
Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba

Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault
Adjoint à la direction : Kiobi Abira
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialo, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Mombelélé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint : Elvy Bombete
Coordonnateur : Rachyd Badila

Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

SADC

Félix Tshisekedi participe au sommet extraordinaire de la troïka des chefs d'État et de gouvernement

L'appareil transportant le chef de l'État, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a atterri, le 7 mai, à l'aéroport international de Hosea Kutako de Windhoek, dans la soirée, rapporte la presse présidentielle.

Le président congolais a été accueilli au pied de l'avion par les membres du gouvernement dont le vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères, Christophe Lutundula; celui de l'Intégration régionale, Antipas Mbusa Nyamwisi ainsi que les généraux des Forces armées de la République démocratique du Congo (RDC), à la tête desquels le chef d'état-major, le lieutenant-général Christian Tshiwewe Songesha et les officiels namibiens.

Le chef de l'État prend part au sommet extraordinaire de la troïka des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) qui a débuté le 7 mai avec la réunion extraordinaire du comité ministériel de la troïka et les pays contributeurs des troupes à la Brigade d'intervention de la force. Il leur permettra de définir une position à prendre face à la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC. Félix Tshisekedi a échangé à huis clos, le 8 mai, avec les autres chefs d'État sur plusieurs aspects de cette situation sécuritaire préoccupante dans la partie Est de la RDC, notamment au Nord-Kivu.

Notons que la réunion des ministres des pays membres,



tenue la veille à Windhoek, a délibéré sur la situation de paix et de sécurité à l'Est de la RDC. C'est en reconnaissance du besoin immédiat et urgent de rétablir la paix et la sécurité dans cette partie de la RDC que cette réunion des ministres des pays membres a été convoquée au même

moment que ce sommet des chefs d'État de la SADC. En outre, il faut préciser que la SADC a lancé des processus en vue de la convocation d'un sommet tripartite de la Communauté de l'Afrique de l'Est, de la Conférence internationale pour la Région des Grands Lacs et de la SADC

plus la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, avec la participation de l'Union africaine et des Nations unies en vue d'envisager une approche coordonnée dans le soutien à la RDC. Le secrétariat poursuit son engagement auprès de l'Union africaine en vue d'organiser cette

importante réunion. Signalons que le chef de l'État, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, est déterminé à ramener la paix sur l'ensemble du territoire de son pays et rien ne peut l'arrêter dans cette approche diplomatique.

Alain Diasso

PAIX À L'EST

Le sommet de Windhoek a approuvé le déploiement de la force de la Sadc en RDC

Le président de la République, chef de l'État et président en exercice de la Sadc, a participé au sommet de cette organisation sous-régionale, le 8 mai, à Windhoek en Namibie, sommet consacré principalement à la restauration de la paix dans la partie est de République démocratique du Congo (RDC).

Un tournant décisif vient d'être pris par une prise de position ferme des pays membres. Christophe Lutundula Apala pene Apala, vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères, en a livré la quintessence à la cellule de communication du chef de l'État en ces mots : «*Je pense que la grande annonce se trouve dans le communiqué final de ce sommet des chefs d'État de la Communauté de développement de l'Afrique australe (Sadc). « Le sommet a approuvé le déploiement de la force de la Sadc dans le cadre de la force en attente de la Sadc comme pour soutenir la RDC afin de restaurer la paix et la sécurité à l'Est. Donc, c'est clair que la Sadc s'engage militairement sur le terrain et va déployer incessamment une force ».* Et de poursuivre : «*La Sadc a recommandé que la RDC réunisse toutes les conditions requises pour un sommet de coordination de tous les intervenants et tous les acteurs internationaux sur le terrain afin d'arriver à une action efficace et harmonisée.*» Le chef de l'État congolais, toujours à l'écoute de sa population, a opté pour cette solution qui verra les forces de la Sadc jouer un rôle prépondérant dans la restauration d'une paix définitive en faisant respecter le sacro-saint principe de l'intangibilité des frontières de chaque pays et ce, conformément aux chartes et traités internationaux.

A.D.



Des chefs d'États et de gouvernement présents à Windhoek

FESTIVAL DE CANNES

«Augure» offre à la RDC sa première place sur la Croisette

Inscrit dans la sélection officielle « Un certain regard » de la 76^e édition du Festival de Cannes annoncée du 16 au 27 mai, le premier long métrage du rappeur Baloji, «Augure», tourné au Congo, avec des acteurs congolais, a pour coproducteurs Tosala Films de Kinshasa, Wrong Men de Belgique et New Amsterdam des Pays-Bas.

Directeur de Tosala Films, Emmanuel Lupia se félicite de la nomination d'Augure au Festival de Cannes 2023. Sa sélection officielle dans « Un certain regard » l'enchanté d'autant plus que, souligne-t-il, « en qualité de coproducteurs d'Augure, nous représentons la RDC sur la Croisette ». Ayant participé à la production du long métrage, le jeune cinéaste soutient : « Augure est un film congolais parce que nous, Tosa Films, y avons contribué même si nous ne sommes pas majoritaires, la production déléguée étant détenue par les Belges. N'empêche que le film a été tourné au Congo, avec des acteurs congolais, des producteurs congolais. Nous sommes fiers de mettre en confiance les partenaires, fiers de réussir malgré tout à faire tourner des films au Congo et à vendre une image positive de notre pays ». Et qui plus est, se réjouit-il : « Avoir un film à Cannes, c'est le rêve de tout cinéaste, l'objectif de chaque pays, chaque cinéaste. Nous sommes fiers de faire partie des pays représentés à Cannes cette année. Nous espérons qu'Augure fera bonne impression et d'une manière indirecte, cela va aider les projets congolais à trouver une place dans les commissions des financements de films ».

La nomination d'Augure à Cannes, « nous le tenons pour une réelle avancée sans être un accomplissement en tant que tel mais un pas significatif vers l'éclosion de cette industrie du cinéma pour laquelle nous travaillons jour et nuit après le succès de la production

de Maki'la en 2018 », a affirmé au Courrier de Kinshasa Emmanuel Lupia.

Il a poursuivi que « ce long métrage a eu une très belle carrière internationale. Il a été projeté dans une cinquantaine de festivals, primé ça et là. Il a été vu en Afrique, en Europe, en Amérique et en Asie, ce qui est très bien », poursuivant : « Avec Maki'la, la logique était que notre pays doit produire ses propres images car il va de la responsabilité de chacun de se représenter à l'écran, de parler de lui aux autres ». Etant d'avis que le cinéma joue ce rôle à suffisance, il a renchéri : « Nous, cinéastes, avons l'obligation de produire énormément d'images positives qui parlent du Congo de sorte qu'elles fassent le contrepoids des images négatives produites par la presse internationale, différents médias qui ne s'intéressent au Congo que par ses travers, les guerres, les viols et toutes ces réalités négatives qui nous rendent tristement célèbres ». En tant que réalisateur, Emmanuel Lupia évoque « la responsabilité qu'a notre cinéma de nous vendre au monde entier à travers nos valeurs, notre beauté tant au niveau touristique que culturel. Nous avons l'obligation de vendre notre culture comme il se doit, nos richesses à tous les niveaux ».

D'ici à 2025-2026

En outre, quoiqu'il soit ravi que le cinéma congolais trouve un écho



favorable au niveau international, Emmanuel Lupia regrette que « les productions internationales manifestent le souhait de procéder à des tournages ici, mais ne le fassent pas ». Il se désole notamment que « le film «Ali», dont Will Smith a joué le rôle principal, n'a pas été tourné ici même si l'histoire concernait le Zaïre, Congo aujourd'hui. Que le film sur Denis Mukwege, une production française, ait été tourné ailleurs qu'ici ». Il s'indigne que « les tournages aient été effectués au Ghana ou en Guinée et non pas ici ou encore en Afrique du Sud, dans le cas de la série «The Widow», parce que les

productions internationales ont besoin d'interlocuteurs sérieux ici, des partenaires en qui avoir confiance ». L'ayant compris, le producteur dit avoir tenté le coup en se proposant sur la production d'Ima. « Au départ c'était difficile mais nous avons pu créer la confiance. Le film est sorti et a été un bon succès », a-t-il affirmé. Ainsi, a-t-il dit, « sans souvent bénéficier d'un accompagnement financier des pouvoirs publics, nous arrivons tout de même à faire nos preuves. Nous espérons que cela va jouer en notre faveur et pousser, demain ou après-demain, nos politiques à nous faire confiance

et à commencer à investir dans le cinéma local en finançant nos productions ».

Aux dires du directeur de Tosala Films, « le rayonnement international de Maki'la a permis au Congo d'obtenir plusieurs financements de la part de commissions internationales. Ce projet a démontré que l'on pouvait faire confiance aux projets des Congolais. Les statistiques existent, avant Maki'la, il n'y avait quasiment pas de projets congolais présentés dans différentes commissions, notamment à l'OIF, par le biais du fonds image de la francophonie ».

Dès lors, sans posséder une longue histoire ou expérience de production de films alignés dans des catalogues internationaux, le septième art congolais « a frappé fort ». Depuis, plusieurs projets de films ont été soutenus, si bien que, a confié Emmanuel Lupia : « Nous, Tosala Films et moi-même, accompagnons plusieurs projets ayant bénéficié de soutiens de différentes commissions au niveau de l'écriture. Nous passons maintenant à la production dans l'espoir que le Fonds de promotion culturelle et autres financements pourront profiter à ces projets ». Ce qui le porte à croire désormais que « d'ici à 2025-2026, d'autres films congolais nous représenteront à l'international ».

Nioni Masela

CINÉMA

La série kinoise «Chez Coco» récolte un franc succès en quelques jours

Diffusée sur Maboke TV depuis la nuit du 1^{er} mai, la réalisation estampillée Tosala films accroche si bien qu'en moins d'une semaine, l'après-midi du 6 mai, elle a récolté 31 700 j'aime, 2 500 commentaires et connu 910 partages sur la page Facebook dédiée sur Canal +.

«Chez Coco» crée une sorte de fierté générale dans le chef des Congolais. En effet, les Kinois ne sont pas les seuls à se prononcer sur la série qui occupe déjà une place de choix dans plusieurs ménages. « Nous recevons des appels de partout, notamment de Lubumbashi, Goma et Brazzaville. Tous sont contents de la qualité du travail réalisé, le jugent professionnel, les images sont belles, la comédie intéressante et éprouvent de la joie à la regarder en famille. Les téléspectateurs disent surtout qu'ils se reconnaissent dans «Chez Coco», a confié au Courrier de Kinshasa Emmanuel Lupia. « C'est réjouissant de voir les réactions spontanées des internautes en réponse à un téléspectateur qui regrettaient d'avoir raté l'épisode de la veille faute d'électricité. Tout de suite, trente commentaires postés à la chaîne relatant l'histoire et lui permet d'être à



Maman Kalunga dans la peau de Coco, responsable du salon Chez Coco/DR

jour sur le coup », a-t-il ajouté, très satisfait.

L'engouement que suscite la série est telle, a dit le cinéaste, « qu'un fan a créé une page Wikipédia ! ». Les atouts de «Chez Coco», « un contenu propre, sans aucun mot déplacé, aucune bêtise, reste éducatif et se regarde en famille. Rien que du rire pendant quarante-cinq minutes qui passent tellement vite donnant

l'impression de n'avoir duré que cinq minutes ». Chaque épisode dure quarante-cinq minutes mais « il est proposé à chaque fois une rediffusion de l'épisode de la veille avant celui du jour, de lundi à vendredi, à partir de 20h30 », a renseigné Emmanuel Lupia. Et, qui plus est, Maboke TV offre, en bonus et à la même heure, une rediffusion de tous les épisodes

de la semaine, question de permettre à eux qui ont manqué l'un ou l'autre de le suivre.

Une belle avancée

Depuis 2016, Tosala Films a pensé à produire des séries sans trop savoir comment trouver des financements qui sont difficiles à obtenir car le cinéma congolais se cherche et le peu de productions existantes a peine à convaincre. Ainsi, la première tentative a été d'offrir une opportunité de marketing à un opérateur de téléphonie mobile. Voilà comment, en 2020, a vu le jour la première série de Tosa Films dont Gaz Mawete et Daniela Bongongo sont les personnages principaux. Emmanuel Lupia l'a relaté ainsi : « Nous avons proposé à Vodacom de s'orienter vers du marketing de contenu et cela a marché

à travers «Sur le canapé». Diffusé localement, elle a reçu un accueil favorable des téléspectateurs encourageant alors l'équipe à récidiver, en 2021, avec «Consultations pastorales» et maintenant c'est «Chez Coco» qui récolte déjà un brillant succès. Pour sa part, le réalisateur croit avoir connu une belle avancée depuis. «L'expérience de «Sur le canapé» était bonne, ensuite il y a eu «Consultations pastorales», c'était bien et maintenant nous avons bien avancé parce qu'avec «Chez Coco», nous sentons une grande adhésion du public. Cela plaît à plus de gens qui s'y intéressent de plus en plus », a affirmé le jeune directeur de Tosala Films. Ce qui, croit-il, « va raffermir la volonté des diffuseurs de continuer à investir dans la diffusion de nos séries ».

Nioni Masela

BURKINA FASO

La mobilisation générale des hommes fait-elle trembler les djihadistes ?

Malgré la signature par le président de transition, le capitaine Ibrahim Traoré, d'un décret de « mobilisation générale » permettant la réquisition des hommes d'au moins 18 ans, le pays est toujours confronté aux violences attribuées aux djihadistes. Le mois d'avril dernier a été l'un des plus sombres en terme de tueries malgré de rigoureuses mesures prises par la junte au pouvoir.

D'une durée d'un an, la mobilisation générale va permettre aux jeunes d'aller « lutter contre les djihadistes qui ensanglantent le pays ». Le décret pris dans ce sens souligne que la population peut « également s'organiser, sous l'encadrement des forces de défense et de sécurité pour défendre (sa) localité contre toutes formes de menaces, notamment les groupes terroristes ». Le texte « fait appel à des initiatives publiques ou privées, citoyennes de solidarité et de contributions à l'effort national de lutte contre le terrorisme au profit, en particulier, des zones à fort défi sécuritaire ».

« Il s'agit surtout, à travers ce décret, de donner un cadre juridique, légal à l'ensemble des actions à mettre en œuvre pour faire face à la situation que vit le Burkina Faso », indique un communiqué de la présidence. Pour le ministre de la

Défense et des Anciens combattants, le colonel-major Kassoum Coulibaly, le décret sur la mobilisation générale est saluatoire pour le pays. « Face à la situation sécuritaire à laquelle fait face le Burkina Faso, le salut de la Nation repose sur un sursaut national de l'ensemble des filles et des fils en vue de trouver une solution », affirme-t-il. Dans cette même optique, une source sécuritaire signale que « la mobilisation générale rend applicables, sur toute l'étendue du territoire, certaines mesures de défense », précisant qu'« Elle entraîne l'état d'urgence dans les parties du territoire concernées ».

Outre la mobilisation générale, les autorités ont procédé, dans un décret distinct, à la création d'une Coordination nationale de lutte contre le terrorisme. Placée sous l'autorité du Premier ministre, Apollinaire Joachimson Kyelem de Tambela, cette insti-

tution est un dispositif de pilotage, de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre le terrorisme.

Toutes ces mesures qui visent aussi à faire passer un message aux islamistes pour qu'ils s'éloignent du « pays des hommes intègres », les a, au contraire, poussés à mener des actions de grande envergure contre l'armée régulière et les civils.

Le peuple continue à pleurer ses morts

L'une des récentes attaques les plus barbares perpétrées dans le village de Karma, situé à une quinzaine de kilomètres de Ouahigouya, chef-lieu de la région du Nord, a fait une « soixantaine » de morts, selon un procureur de la région, mais « plus d'une centaine », à en croire des représentants des rescapés et des habitants de la localité. Un assaut qui, estiment les témoins, a été com-

mis par des personnes arborant les tenues de l'armée régulière. Une autre attaque survenue une semaine après celle de Karma s'est soldée par la mort de trente-trois soldats.

Comme chacun peut le constater, le peuple continue de pleurer ses morts dont la liste ne fait que s'allonger lorsqu'on considère, entre autres, les vingt-quatre personnes, dont vingt supplétifs civils de l'armée, qui ont été tuées, le 18 avril, lors de deux attaques de djihadistes présumés dans le centre-Est du Burkina. A cela s'ajoutent six soldats et trente-quatre supplétifs civils qui ont perdu la vie, le 15 du même mois passé, dans le Nord, lors de l'assaut lancé contre leur détachement. Citons seulement ces exemples pour éviter de remuer le couteau dans les plaies des parents des victimes et des rescapés. On sait toutefois que depuis ces agressions, les autorités burkinabè semblent être totalement

dépassées tant leur pays est frappé sans répit par les insurgés. Dans le souci de faire remonter le moral aux troupes en pareille circonstance, le chef d'état-major général des armées « encourage l'ensemble des unités engagées dans les opérations à maintenir les efforts afin de renforcer la dynamique de reconquête en cours », indique un communiqué. Mais du côté de la population, plus personne n'est optimiste pour la simple raison que rien n'a permis jusqu'à ce jour de chasser les insurgés des territoires dans lesquels ils opèrent. Notons que la mobilisation générale n'est pas bien accueillie par l'ensemble de la population. Du côté du gouvernement, l'on préfère plutôt défendre « le droit de requérir les personnes, les biens et les services » ainsi que « le droit d'appel à l'emploi de défense, à titre individuel ou collectif ».

Nestor N'Gampoula

SOUDAN

Washington et Ryad saluent les pourparlers entre les belligérants

Les Etats-Unis d'Amérique et l'Arabie saoudite ont exhorté les parties belligérantes au Soudan à s'engager activement dans des pourparlers pour un cessez-le-feu et la fin des conflits.

Washington et Riyad ont salué, le 6 mai, les pourparlers préliminaires entre les parties belligérantes à propos de la crise soudanaise dans la ville de Djeddah, dans l'Ouest de l'Arabie saoudite. Ce pays avait annoncé, dans la soirée du 5 mai, être prêt à accueillir des représentants du président du Conseil de souveraineté soudanais, Abdel Fattah Al-Burhan, et du commandant des Forces de soutien rapide (FSR), Mohamed Hamdan Dologlo Hemidti, pour discuter d'une éventuelle trêve. Dans un communiqué conjoint publié sur le site du département d'Etat américain, les représentants d'Al-Burhan et d'Hemidti devaient entamer des pourparlers préliminaires directs le 6 mai, à Djeddah. Les Etats-Unis d'Amérique et l'Arabie saoudite ont également exhorté les deux parties à s'engager activement dans des pourparlers pour un cessez-le-feu et la fin du conflit. Le communiqué conjoint a aussi appelé à un appui international coordonné continu pour un processus de négociation élargi, qui devrait inclure la participation de toutes les parties soudanaises. Depuis le 15 avril dernier, le Soudan est le théâtre de violents affrontements entre l'armée, dirigée par Abdel Fat-

tah al-Burhan, et les Forces paramilitaires de soutien rapide, conduites par Hemidti.

Le patron de l'Organisation des Nations unies (ONU), Antonio Guterres, avait estimé mercredi dernier que le monde avait « échoué » à empêcher la guerre entre généraux qui déchire le Soudan. « Nous pouvons dire que nous avons échoué à empêcher » la guerre, qui a pris l'ONU « par surprise », avait-il reconnu, à Nairobi, au Kenya « Un pays comme le Soudan (...) dans une situation économique et humanitaire aussi désespérée ne peut se permettre une lutte pour le pouvoir entre deux personnes », ajoutait-il, malgré l'annonce d'un « accord de principe » pour une prolongation jusqu'au 11 mai d'une trêve jamais respectée jusqu'à présent.

Depuis le 15 avril, l'armée du général Abdel Fattah al-Burhan et les paramilitaires des FSR du général Mohamed Hamdane Daglo s'affrontent sans répit. Au moins 550 personnes ont été tuées et 5 000 blessées, selon un bilan largement sous-estimé. A 850 kilomètres à l'Est de Khartoum, dans la ville côtière de Port-Soudan, épargnée par la violence, le coordonnateur des secours d'urgence de l'ONU, Martin Griffiths,

a réclamé des garanties des deux belligérants. « Les assurances générales doivent être traduites en engagements spécifiques », a-t-il plaidé, assurant avoir eu les deux généraux au téléphone. Le 3 mai dernier, six camions de l'ONU ont été « pillés » alors qu'ils se dirigeaient vers le Darfour, dans l'Ouest du pays, avait-il ajouté.

Avant cela, « 17 000 » des 80 000 tonnes de stocks alimentaires d'avant la guerre avaient été volées. Et l'ONU attend d'obtenir l'accord des douanes pour acheminer « 80 tonnes d'équipements médicaux d'urgence ». Les cinq millions d'habitants de la capitale survivent sans eau ni électricité, à court de nourriture sous une chaleur écrasante, dans un pays où un habitant sur trois dépendait déjà de l'aide humanitaire avant la guerre. Le Soudan du Sud, médiateur historique, a malgré tout annoncé qu'« un accord de principe » sur une trêve « du 4 au 11 mai » a été accepté. Cette prolongation proposée par l'Igad, l'organisation régionale de l'Afrique de l'Est, plaidait pour « une solution africaine aux problèmes du continent » alors qu'elle disait jusqu'alors répondre à des médiations américano-saoudiennes.

Noël Ndong

L'Unicef alerte sur les enfants victimes du conflit

Dans un rapport publié le 5 mai, les Nations unies ont alerté sur le nombre « effroyablement » d'enfants victimes de la guerre au Soudan.

Les enfants ne sont pas épargnés par la guerre à laquelle se livrent l'armée et les paramilitaires au Soudan. « Depuis le début des combats, le 15 avril, jusqu'au 25 avril, soit onze jours, y compris ces deux journées, les rapports que nous avons reçus font état de 190 enfants tués et de 1 700 blessés. Si l'on répartit ces chiffres sur ces onze jours, cela signifie que toutes les heures, sept garçons ou filles ont été tués ou blessés », a déclaré le porte-parole du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef). « Ainsi que nous l'avions craint et prévu, la situation au Soudan est devenue fatale à un nombre effroyablement important d'enfants », a déclaré James Elder, devant la presse à Genève.

Compilées essentiellement par des centres sanitaires, ces données ne seraient que la partie émergée de l'iceberg, selon l'agence de l'Organisation des Nations unies (ONU). « Encore une fois, il ne s'agit que d'enfants qui se rendent dans des centres de soins. Je pense que cela souligne l'énormité de la violence et l'impact sur les enfants. Et ce, avant même de prendre en compte les plus de huit millions de personnes qui ont eu besoin d'une aide humanitaire et dont les systèmes de santé et d'approvisionnement en eau sont aujourd'hui gravement endommagés », a expliqué le porte-parole de l'Unicef.

Selon l'ONU, sept enfants seraient tués ou blessés chaque heure dans le conflit qui déchire le pays. Cette estimation ne recenseait toutefois que les enfants ayant été pris en charge dans un de ces établissements, a souligné le porte-parole, pour qui « la réalité pourrait être bien plus grave ».

Depuis le 15 avril, plusieurs centaines de personnes ont été tuées, principalement à Khartoum et au Darfour, dans le conflit qui oppose le chef de l'armée, Abdel Fattah al-Burhan, au patron des paramilitaires des Forces de soutien rapide, Mohamed Hamdane Daglo.

Les trêves successives entre les deux camps n'ont pas été respectées et les bombardements ainsi que les échanges de tirs continuaient de secouer la capitale Khartoum. Le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés a appelé tous les pays à accueillir les Soudanais qui fuient les combats et à ne pas les reconduire de force chez eux.

Yvette Reine Nzaba

BIENNALE DE L'EFP

La délégation congolaise présente à Dakar

Le Dr Régis Gothard Bopaka et le Pr Franck Hardain Okemba Okombi de la Société africaine de pneumologie de langue française (SAPLF) ont assisté à la Biennale de l'EFP organisée en présentiel à l'hôtel King Fahd Palace de Dakar, au Sénégal, du 5 au 7 mai.

Le thème principal de la biennale a tourné autour des urgences respiratoires et d'autres thèmes tels que l'environnement et la santé respiratoire, la pathologie pleurale, l'imagerie thoracique et la pneumo-pédiatrie.

Par ailleurs, le programme scientifique de ce rendez-vous a été finalisé par le comité scientifique de l'EFP comportant, en dehors des séances plénières, des ateliers, des symposiums et des communications affichées. Un programme riche qui a permis de dresser une vision panoramique sur l'évolution des connaissances de cette



La délégation congolaise à la biennale de l'EFP, à Dakar 2023/Adiac

spécialité. Les travaux de la délégation congolaise ont porté sur la prise en charge des pathologies telles que l'asthme, la sarcoïdose et les impacts pulmonaires de la covid-19, ainsi que le diagnostic des pneumonies aiguës communautaires.

La SAPLF est une associa-

tion savante apolitique, non confessionnelle et à but non lucratif, qui regroupe les professionnels de la santé de dix-sept pays d'Afrique noire tous impliqués, dont le Congo, ayant en partage le français comme langue de communication.

Marie Alfred Ngoma

DÉVELOPPEMENT

L'aide de la France a augmenté de 50% en cinq ans

« En luttant contre la pauvreté dans le monde, nous luttons contre les causes profondes des guerres », a déclaré le président français, Emmanuel Macron, précisant que la France avait investi 15 milliards d'euros dans la solidarité internationale en 2022 contre 10 milliards en 2017. Il a, par ailleurs, annoncé la création pour la jeunesse française de 3 000 postes d'experts et de volontaires à l'étranger d'ici à 2027.

La France a augmenté son aide au développement de 50% en cinq ans, a indiqué, le 5 mai, le président Emmanuel Macron, soulignant sa volonté d'investir dans « la solidarité internationale » pour protéger l'avenir des jeunes générations. « En luttant contre la pauvreté dans le monde, nous luttons contre les causes profondes des guerres. En aidant les pays les plus vulnérables face aux impacts du réchauffement climatique, comme les inondations et les sécheresses, nous luttons pour un ordre international plus juste car ces pays ne sont pas responsables du changement climatique », a déclaré Emmanuel Macron dans une vidéo postée sur Twitter.

Le chef de l'Etat français a précisé que son pays avait investi 15 milliards d'euros dans la solidarité internationale en 2022 contre 10 milliards en 2017. « Nous pouvons être fiers de nous classer au quatrième rang des pourvoyeurs de l'aide au développement dans le monde », a réagi la cheffe de la diplomatie française, Catherine Colonna, se félicitant que le président ait « maintenu la trajectoire ascendante de ces investissements depuis 2017 ». Emmanuel Macron a argué que financer des projets pour décarboner la planète ou protéger les forêts et les océans revenait à protéger « l'avenir de nos jeunes générations ».

Face aux différentes crises comme la pandémie de covid-19 ou la guerre en Ukraine, « il est de notre devoir d'accentuer l'effort au niveau mondial et d'embarquer tous les Etats, tous les acteurs (...) pour bâtir un nouveau pacte mondial plus juste et plus solidaire », a-t-il également souligné. Le président a, par ailleurs, annoncé la création « pour la jeunesse française de 3 000 postes d'experts et de volontaires à l'étranger d'ici à 2027 » qui

« il est de notre devoir d'accentuer l'effort au niveau mondial et d'embarquer tous les Etats, tous les acteurs (...) pour bâtir un nouveau pacte mondial plus juste et plus solidaire »

incarneront « les valeurs de la France à l'international ». Il s'agit de postes au sein d'organisations internationales, d'administrations étrangères ou d'organisations non gouvernementales.

Le chef de l'Etat a évoqué la tenue du sommet international à Paris, les 22 et 23 juin, qui doit mobiliser plus de moyens et d'investissements en faveur des pays vulnérables en matière de transition climatique avec l'objectif de mobiliser le secteur pri-

vé. « Quand on lutte contre le changement climatique, pour le développement, on est tous gagnant-gagnant », a commenté la secrétaire d'Etat au Développement, Chrysoula Zacharopoulou, qui a constaté que les besoins étaient « partout » où elle s'était rendue.

Changer de méthode

Mais elle a souligné la nécessité de changer de méthode. « Il faut être plus agile, réactif, transactionnel », a-t-elle dit, ajoutant qu'il fallait aussi sortir de la logique « d'aides automatiques » à tel ou tel pays. Elle a ainsi cité l'exemple de la Zambie, « pays démocratique qui peut nourrir l'Afrique australe », qui est « devenu un partenaire important » ou la Papouasie Nouvelle-Guinée située dans l'Indo-pacifique, région stratégique pour la France. « L'objectif est de proposer une offre française dans plusieurs filières stratégiques combinant financement public, mobilisation des entreprises et formation », a-t-elle également expliqué. Selon Chrysoula Zacharopoulou, la vulnérabilité climatique est désormais « au cœur » de la stratégie française en matière de solidarité internationale. Le gouvernement veut ainsi plancher sur « un mécanisme de suspension du service de la dette pour les pays qui subissent une catastrophe climatique ».

Noël Ndong

POLITIQUE DE LA «VILLE VERTE»

Une conférence internationale annoncée à Château-Thierry

Du 27 au 28 mai, à Château-Thierry, en France, le public est invité à participer à une conférence sur la politique de la « Ville verte ».

Initiée par la Fondation Eboko présidée par Vanessa Mavila, la conférence se tiendra au Palais des rencontres - Amphithéâtre Nicole Bastien - et rassemblera des spécialistes, des chercheurs, urbanistes et des personnalités de la société civile de la région et du monde, pour échanger autour du thème « Diplomatie des villes, territoires engagés et coopération décentralisée ».

Elle répond à la recherche de solutions à élaborer par les villes face à la menace d'une crise environnementale majeure n'ayant pas d'autre choix que de se réinventer.

Les organisateurs partent du constat que le développement des



villes durables répond à un besoin impérieux en matière d'adaptation par rapport aux impacts du changement climatique.

Les scientifiques et les urbanistes intègrent aujourd'hui les objectifs liés à la réduction des émissions des gaz à effet de serre dans leur stratégie de développement des aires urbaines.

La préservation des écosystèmes, la protection de la biodiversité, les actions menées en faveur du climat, la pollution, le tri sélectif des déchets, l'écoulement et le traitement des eaux, le cadre de vie de la population mondiale, les soins de santé, l'éducation et les transports sont autant d'actions traitées dans l'élaboration des villes du futur pour répondre aux enjeux planétaires.

M.A.N.

CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU

L'Allemagne soutient l'Afrique pour un siège permanent

Lors de sa visite au Kenya, deuxième étape de sa tournée africaine, le chancelier allemand, Olaf Scholz, a réitéré son soutien à l'adhésion de l'Union africaine.

Le chancelier allemand Olaf Scholz a indiqué, le 5 mai, que Berlin soutenait l'Afrique pour un siège permanent au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations (ONU). Lors de sa rencontre avec le président kényan, William Ruto, dans la capitale Nairobi, Olaf Scholz a déclaré qu'il adhère au principe « des solutions africaines aux problèmes africains », notamment en ce qui concerne le conflit au Soudan. De ce fait, il soutenait les pays africains pour obtenir un siège permanent au Conseil de sécurité.

« Berlin soutient les efforts permettant à l'Afrique d'obtenir un siège permanent au Conseil de sécurité et plaide également pour l'adhésion de l'Union africaine au Groupe des Vingt », a affirmé le dirigeant allemand, à l'issue de ses entretiens bilatéraux avec William Ruto. Par ailleurs, il a exprimé sa préoccupation face aux combats en cours au Soudan, qui ont fait des centaines de morts et exhorté les parties militaires au conflit à mettre un terme aux combats. « L'armée et les Forces de soutien rapide doivent mettre fin à leur lutte de pouvoir », a affirmé le chancelier allemand, soulignant que ce conflit « affecte le peuple soudanais ». Le chancelier allemand a rappelé que son pays soutenait tout règlement pacifique des conflits en Afrique, notamment au Soudan.

Olaf Scholz était au Kenya dans le cadre d'une tournée africaine de deux jours qui a débuté en Éthiopie, où il a rencontré des responsables de l'Union africaine, et annoncé le soutien de Berlin à l'adhésion de cette organisation intergouvernementale d'États africains au Groupe des Vingt. Cette tournée africaine est la deuxième qu'il a effectuée depuis sa prise de fonction, en décembre 2021, et s'est concentrée sur des questions économiques et politiques, dont la situation au Soudan.

N.Nd.

ZLÉCAF

Plus de 50% d'échanges commerciaux attendus

La mise en place de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlécaf) pourrait permettre une hausse de plus de 50% des échanges commerciaux entre les pays du continent, selon un rapport du Fonds monétaire international (FMI) publié le 5 mai.

« Une fois totalement opérationnelle, la Zlécaf aurait également un effet important sur les échanges commerciaux entre l'Afrique et le reste du monde, avec une hausse des exportations de 29% et des importations de 7%. La conséquence serait une hausse de plus de 10% du produit intérieur brut réel médian par habitant », indique le rapport du FMI.

L'institution de Bretton Woods rappelle, cependant, qu'afin de parvenir à obtenir un tel impact, les Etats africains devront accompagner la mise en place de l'accord d'une série de réformes. « Si la réduction des barrières tarifaires et non tarifaires s'accompagne d'une amélioration notable du climat des affaires, les gains pour les pays seraient nettement plus élevés avec ces réformes », insiste le rapport.

Sans ces réformes, l'impact de la Zlécaf sera moindre. La simple réduction des barrières, tarifaires ou non, permettra aux échanges entre pays africains de ne progresser que de 15%, avec à la clé une hausse de 1,25% du produit intérieur brut réel médian par habitant. Afin de saisir l'ensemble des opportunités, « il faudra investir dans le capital physique et humain, créer un cadre robuste sur le plan macroéconomique (...) et moderniser le dispositif de protection sociale afin de soutenir les plus vulnérables pendant la phase de transition », poursuit le rapport.

L'accord de création de la Zlécaf prévoit la suppression progressive de la quasi-totalité des droits de douane sur cinq ans pour les pays les plus développés et sur dix ans pour les autres. Il a été signé par l'ensemble des pays africains, à l'exception de l'Erythrée, et ratifiée par l'immense majorité d'entre eux, en particulier les principales économies du continent, telles que l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Egypte, le Kenya ou encore le Nigeria.

Sa mise en place a cependant pris du retard : initialement prévue au 1er juillet 2020, elle est devenue réalité le 1er janvier 2021, du fait de la pandémie de covid-19.

Y.R.Nz.

SOMMET DES FORCES TERRESTRES AFRICAINES

La Côte d'Ivoire abrite la onzième édition

La Côte d'Ivoire accueille, du 8 au 12 mai, la onzième édition du sommet des forces terrestres africaines sur le thème « Relever les défis de la sécurité grâce aux partenariats civilo-militaires ».

Organisé par l'armée américaine chaque année depuis 2010 dans une ville africaine, le sommet des forces terrestres vise à mettre en relation les officiers des armées du continent. Une quarantaine de pays sera représentée lors de ce sommet, notamment les États-Unis, quelques nations européennes et une majorité de pays africains. Il sera question de sécurité, de partage d'expérience mais aussi de vente d'armes ou d'équipements militaires. En plus des officiers militaires, des leaders d'opinions académiques et des représentants des gouvernements seront également présents. Au total, plus de trois cents responsables militaires et politiques sont attendus à Abidjan.

« L'objectif principal du sommet des forces terrestres africaines est de réunir les états-majors africains et de créer des espaces de discussions autour des défis ou des solutions envisageables qui peuvent être traduites

en action », a expliqué le porte-parole de l'armée américaine, Michael Weisman.

« Pour l'armée américaine, ça nous donne l'opportunité d'écouter nos partenaires africains dans un cadre d'échange collectif. Nous sommes présents dans une douzaine de pays africains et organisons des centaines de petits événements chaque année, mais les discussions ici sur les défis régionaux ou transrégionaux sont extrêmement bénéfiques pour nous et nos partenaires africains », a-t-il ajouté.

Selon le chef d'état-major de l'armée de terre, le général de division Dem Aly Justin, l'objectif de ce rendez-vous est triple. Il s'agit, a-t-il dit, « d'échanger sur les défis de sécurité en Afrique, de développer des solutions complémentaires et collaboratives aux défis de sécurité partagés à partir des différents réseaux de partenaires et des partena-

riats régionaux, à travers l'Afrique ». « Les organisations régionales actives et compétentes pourront établir des partenariats coopératifs et multinationaux dans toute l'Afrique », a expliqué le général de division Dem Aly Justin.

Le onzième sommet des forces terrestres africaines est organisé conjointement par l'état-major général des armées de Côte d'Ivoire et l'US-Army, à travers sa task force d'Europe du Sud pour l'Afrique. C'est un rendez-vous annuel qui se tient alternativement en Afrique et aux États-Unis.

Lors du sommet Afrique - États-Unis tenu en décembre dernier, le président américain, Joe Biden, avait annoncé 55 milliards de dollars d'investissement sur le continent pour les trois prochaines années. « Un moyen de réaffirmer l'influence américaine en Afrique », selon des observateurs.

Yvette Reine Nzaba

PROBLÈME DE PÉNURIE D'EAU

La Russie prête à aider l'Afrique

Face à la pénurie d'eau et aux autres problèmes qui se posent avec acuité en Afrique, Moscou est prête à partager son savoir-faire, selon le directeur de l'Agence russe des ressources hydrauliques, Dmitri Kirillov.

« Absolument tous les Etats sont concernés par des problèmes liés à l'eau. Il s'agit tant d'une vulnérabilité face aux changements climatiques que de la demande croissante dans l'économie et l'impact sur la santé. Il est impossible de politiser la coopération dans ce domaine crucial pour l'humanité », a souligné le directeur de l'Agence russe des ressources hydrauliques, Dmitri Kirillov.

Selon lui, les tentatives de certains pays de politiser la coopération internationale concernant l'eau sont vouées à l'échec. L'importance universelle de l'agenda hydraulique rend nécessaire la poursuite du dialogue entre experts.

Un groupe de pays « inamicaux » préconise la formation de règles et normes internationales concernant l'eau. Cependant, les partenaires de la Russie, dont le



14 millions d'enfants ont besoin d'eau, selon l'Unicef/DR

Tadjikistan, le Kazakhstan, l'Inde et la Chine, estiment que la préservation des ressources est une tâche souveraine de chacun des États, a souligné Dmitri Kirillov.

Rappelons qu'une conférence des Nations unies sur l'eau, la première depuis 46 ans et la deuxième de l'his-

toire, s'est tenue en mars dernier, avec la participation de la Russie. A cette occasion, le chef de la délégation russe, Dmitri Kirillov, a exposé les perspectives de la coopération internationale dans ce domaine, notamment avec l'Afrique.

En intensifiant ses relations

avec le continent noir, la Russie a notamment examiné le problème de l'approvisionnement en eau lors de la récente visite à Moscou d'une délégation zimbabwéenne. Les deux parties avaient coopéré en la matière déjà à l'époque de l'URSS, a noté le responsable. Il a été convenu

de poursuivre les discussions lors d'un congrès écologique international à Saint-Petersbourg, en fin mai.

Par ailleurs, Moscou a soulevé, lors du forum des Nations unies, la nécessité d'un échange de technologies entre les pays industrialisés et en développement. Les technologies des pays occidentaux sont brevetées et donc inaccessibles gratuitement pour les pays plus pauvres qui en ont besoin. Or, pour l'Afrique, l'approvisionnement en eau des habitants et de l'agriculture, la qualité de l'eau sont des problèmes aigus.

« C'est donc à juste titre que les pays africains s'adressent aujourd'hui à la Russie en quête d'expérience, de qualification et de technologies. Nous sommes prêts à aider et à coopérer », a assuré Dmitri Kirillov.

Y.R.Nz.



UNION EUROPÉENNE



LE MOIS DE L'EUROPE

Global Gateway

PROGRAMME DES ACTIVITES

❖ MARDI 9 MAI 2023 – OUVERTURE DU MOIS DE L'EUROPE & LANCEMENT DU FESTIVAL DU FILM EUROPEEN - IFC



17h : Vernissage de l'exposition

L'EUROPE EN BD



18h30 : Projection

TORI & LOKITA



❖ JEUDI 11 MAI 2023 – L'AMBASSEUR DE L'UNION EUROPEENNE RENCONTRE LA JEUNESSE - IFC



10h30 :

« L'UNION EUROPEENNE ET NOUS » : PAROLES DE JEUNES

Formation, études supérieures, environnement, droits humains, diversification de l'économie : quelle est votre perception du partenariat UE-Congo en tant que jeunes ? Que souhaiteriez-vous voir mieux pris en compte ou améliorer ? Venez en parler librement avec S.E.M Giacomo DURAZZO, Ambassadeur de l'Union européenne. Il répondra à toutes les questions que vous vous posez !

❖ DU 12 AU 30 MAI – FESTIVAL DU CINEMA EUROPEEN DANS LES QUARTIERS (SEANCES A 18H30)



Espace ZOLA (Moungali)

LA VITA FACILE

12 MAI



Espace TABAWA (Baongo)

MISS VIBORG

15 MAI



Espace GARE AUX PIEDS NUS (Sademi)

DAS VORSPIEL

19 MAI



CLASSPRO-CULTURE (Mafouta)

LAS NINAS

23 MAI



Ateliers Sahn (Baongo)

UN TRIOMPHE

26 MAI

Dans le cadre des premiers ateliers de restitution du projet « POPUL'ART », soutenu par le programme ACP-UE « Créer en Afrique centrale ».

❖ JEUDI 25, MARDI 30 ET MERCREDI 31 MAI – HOMMAGE A PASCAL NZONZI



Esplanade TV Congo (Kombo)

PREMIER DE LA CLASSE

25 MAI 18h30



IFC

QU'EST-CE QU'ON A FAIT AU BON DIEU ?

30 MAI 18h30



IFC (Salle Gide)

9h30 : Masterclass autour du métier d'acteur

31 MAI

❖ AU MOIS DE JUIN – LA COOPERATION UE-CONGO DANS UN FORMAT OUVERT A TOUS LES PUBLICS



ETUDIER EN EUROPE

Sessions d'information sur les opportunités de mobilité en Europe pour les enseignants, le personnel académique et les étudiants.

Date à venir.



FORUM DU PARTENARIAT UE-CONGO

Venez découvrir toute la richesse et la diversité de la coopération UE-Congo, aux côtés des Etats membres, des autorités congolaises, de la société civile, du secteur privé et de tous les autres partenaires.

Les 15 et 16 juin 2023



DE LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE À LA CONSTRUCTION DU PARTENARIAT UE-CONGO

Déclaration conjointe de l'Equipe Europe en République du Congo, à l'occasion de la Fête de l'Europe et de la célébration du 60^e anniversaire du partenariat UE-Congo

Derrière la Journée de l'Europe, nous célébrons d'abord et avant tout une vision. Celle d'hommes et de femmes qui ont choisi de coopérer plutôt que se battre. Cette vision a été incarnée il y a 73 ans par Robert SCHUMAN, Ministre français des Affaires étrangères qui posait, à travers la déclaration dite de « Schuman », le premier acte de ce qui allait devenir plus tard, l'Union européenne. A travers ce partenariat unique, 6 pays fondateurs européens se sont engagés dans un processus d'intégration d'une communauté économique vers une Union économique & politique, aujourd'hui constituée de 27 Etats membres et plus de 500 millions de citoyens. Une Union extrêmement consciente du contexte géopolitique dans lequel elle est née et dans lequel elle évolue aujourd'hui. Une Union qui nous rappelle que ce projet est loin d'être tenu pour acquis. En ces temps extrêmement troublés, il est fondamental de se le rappeler : nous sommes unis dans la diversité non pas seulement pour célébrer, mais aussi et surtout pour promouvoir et défendre les valeurs et les intérêts de l'Union en Europe et dans le monde, face aux nouveaux défis qui se présentent à nous chaque jour.

Il y a 60 ans, en juillet 1963, les premiers bureaux des administrateurs du Fond européen de Développement (FED) s'installaient en République du Congo, engageant une collaboration longue et fructueuse entre partenaires qui n'ont jamais cessé de travailler ensemble à la consolidation d'actions concrètes au bénéfice des populations.

Sur le plan politique, depuis 60 ans, l'Union européenne et la République du Congo se témoignent du respect mutuel, et ont vu leurs échanges de haut niveau se multiplier au fil du temps. Côté européen comme côté congolais, nos gouvernements œuvrent à approfondir ce partenariat, et nos relations bilatérales se développent à un rythme toujours plus intense.

Du point de vue de la coopération au développement, nous ouvrons chaque jour de nouveaux chapitres de notre relation. Nous allons par exemple signer dans les semaines et mois à venir d'importantes conventions de financement pour lesancements des projets Congo Digital et d'appui à la professionnalisation de la police. Il y a 5 mois, en marge de la Cop 27, la Présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen et Jean-Claude Gakosso, ministre des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'Etranger, ont signé le protocole d'accord établissant un Partenariat pour les Forêts, destiné à inverser la déforestation et à renforcer la protection du climat et de la biodiversité.

Ces appuis complémentaires aux dispositifs déjà existants permettront une coopération UE-Congo encore plus étroite dans le cadre du paquet d'investissement prévu par l'initiative Global Gateway, lancée en février 2023, au Sommet UA-UE, visant à soutenir des projets de transformation concrets dans différents domaines, tels que la transition numérique, écologique et la formation. Ils viendront en outre consolider un portefeuille actif de projets portés par les organisations de la société civile, celles du secteur privé, ou en partenariat direct avec les autorités congolaises pour diversifier l'économie congolaise, lutter contre le changement climatique, soutenir la création d'emplois durables, renforcer l'état de droit et promouvoir la personne humaine.

En matière d'éducation et de mobilité européenne, les Etats Membres avec notamment la France, via son opérateur Campus France, proposent déjà une large gamme d'opportunités d'études en Europe. Le programme Erasmus en revanche reste encore un défi majeur à relever pour mieux le faire connaître aux enseignants et aux étudiants. Deux sessions d'information seront spécifiquement dédiées à l'ensemble de ces programmes début juin. Elles devraient permettre de poser un nouveau jalon en ce sens en espérant mobiliser un plus grand nombre de candidats pour le prochain cycle de cette initiative intra-européenne, à l'instar de ce qui se fait dans les autres pays de la sous-région ou du continent.

En ce qui concerne la diplomatie culturelle, l'Institut français du Congo (IFC) demeure le principal carrefour des échanges interculturels. A côté de cela, le programme sous-régional UE-ACP « Créer en Afrique centrale », offre des perspectives prometteuses dans l'appui au secteur encore embryonnaire des industries culturelles et créatives en République du Congo. Les Ateliers Sahm et l'Espace Yaro, récemment bénéficiaires de subventions via ce programme, renforcent cet espoir. Tout récemment enfin, le Cluster EUNIC CONGO BRAZZA a vu se matérialiser son tout premier projet à vocation européenne à travers la 2^e édition de la Semaine de la Mode, organisée par l'IFC, avec les appuis financiers et techniques de l'Union européenne, du centre Wallonie-Bruxelles et de l'Institut Goethe.

L'ensemble de ce partenariat à entrées multiples sera valorisé lors d'un Forum spécifique qui lui sera consacré mi-juin. L'occasion de démontrer toute la richesse de la coopération UE-Congo, mais aussi l'impact concret et visible de nos réalisations.

En tant qu'Equipe Europe, nous demeurons convaincus de pouvoir renforcer le partenariat avec la République du Congo en le projetant vers l'avenir, et donc, vers la jeunesse. Parce que la jeunesse est à la fois notre avenir, mais aussi l'enjeu des politiques que nous engageons. Et parce que la jeunesse d'aujourd'hui affronte une crise économique et sociale d'une ampleur inédite, qui affecte l'espoir qu'elle peut nourrir par rapport à son propre avenir. Nous serons attentifs à ce que cette jeunesse aura à nous dire lors d'une rencontre qui lui sera spécifiquement dédiée.

Quel enseignement pouvons-nous, au final, tirer de ces 60 ans partenariat ? Le fait que malgré les vicissitudes, nous gardons le cap et continuons à avancer ensemble. Dans toute relation stable et durable, il existe des hauts et des bas. Nous en avons vécus et en vivons encore. Nous ne pouvons pas et n'avons d'ailleurs pas vocation à nous entendre sur tout, mais nous devons nous accorder sur l'essentiel : rester unis, non seulement quand tout va bien, mais aussi et surtout, quand c'est difficile. La vision renouvelée du partenariat que nous appelons tous de nos vœux en constitue un des soubassements.

Par conséquent, la célébration de la Fête de l'Europe et du partenariat entre l'UE et le Congo devrait nous rappeler que les forces qui unissent l'Afrique et l'Europe, continents voisins, sont beaucoup plus fortes que celles qui nous séparent.

L'équipe Europe en République du Congo
Giacomo Durazzo, François Barateau, Wolfgang Klapper,
Luigi Diodati, Jean-Paul Charlier

CENTRE D'EXCELLENCE D'OYO

Un point de départ d'une nouvelle civilisation universelle

Le docteur colonel Maurice Itous Ibara, expert en nouvelles énergies renouvelables du sol et du sous-sol, loue l'initiative d'implanter le centre d'excellence d'Oyo pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, estimant que ce centre constitue un point de départ d'une nouvelle civilisation universelle énergétique millénaire.

Inauguré le 23 avril dernier par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, en présence de son homologue bissau-guinéen, Umaro Sissoco Embaló, le Centre d'excellence d'Oyo pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique a un grand rôle à jouer. En vue d'apporter sa contribution en tant qu'expert en la matière, le docteur-colonel Maurice Itous Ibara souligne qu'au sommet de tous les objectifs sur les énergies renouvelables, l'objectif principal c'est le règlement climatique à température zéro, zéro degré Celsius. Or, ce règlement demeure un sujet tabou du fait que la communauté scientifique et l'humanité entière y sont défilées. Toutes les COP 20, 21...25, 26, 27 se sont soldées par un échec. Dès lors, quelle est la problématique, s'interroge-t-il ? C'est la physique à Magnons ou physique des énergies renouvelables qui enseigne que l'univers est composé de 1 084 337 349 soleils.

Après un cycle de vingt-cinq mille ans, certains de ces soleils s'éteignent et meurent. Ainsi, pour cet expert, depuis l'existence de l'humanité, la physique à Magnons ou physique des énergies renouvelables a déjà dénombré 921 000 000 de soleils déjà morts pour devenir des super nova (explosion d'un soleil après épuise-



Le premier pétrole renouvelable non polluant au monde/DR

ment du combustible nucléaire appelé Magnons solaire). Les 921 000 000 de soleils morts représentent 83% d'énergies polluantes qui composent l'univers et réchauffent le climat planétaire. Actuellement, l'univers est illuminé par 163 337 349 soleils représentant 17% d'énergies renouvelables permettant le règlement climatique mondial à température zéro, zéro degré Celsius. Toutes les forêts, savanes, les océans et fleuves et leur bassin, dont le bassin du Congo, les tourbières ou zones humides, toute la planète terre et sa biodiversité ne représentent que 17%. Donc, le climat

planétaire est réglé à 17% et réchauffe à 83%.

Le Dr Maurice Itous-Ibara explique comment remplacer les 921 000 000 soleils morts par des nouveaux soleils vivants afin d'avoir un règlement climatique à 100%. Pour lui, l'hypothèse est celle-ci : quand le climat est réglé à 100% température zéro, zéro degré Celsius, cela veut dire que le carbone est annulé, séquestré et il y a donc décarbonation de la planète terre au superlatif. La physique-chimie à Magnons ou des énergies renouvelables informe qu'on peut trouver une énergie équivalente à la gigantesque

énergie du soleil en sachant cultiver ou synthétiser des nouvelles énergies renouvelables qui sont gisements de nouveaux pétroles non polluants, mines, gaz, huiles, plantes, gisements de nouveaux bitumes non polluants additionnés et bien réglés avec la culture des nouveaux gisements d'hydrocarbures mines polluantes, gaz, huiles, plantes et gisements de nouveaux bitumes pour obtenir les nouvelles énergies renouvelables. A ne pas confondre énergies non polluantes et énergies renouvelables. Une énergie renouvelable est le reflet d'une énergie solaire.

Les gaz harmonisés produisent de l'énergie solaire

Pour le Dr Maurice Itous Ibara, le soleil émet deux sortes de gigantesque gaz : gaz à effet de serre (polluant) et gaz à effet d'actol (non polluant). Les deux gaz harmonisés produisent de l'énergie solaire. Dans une énergie solaire ou énergie renouvelable, il y a un carbone, mais ce carbone est ensommeillé, câblé, transformé, harmonisé synthétiquement pour que l'on parle d'une décarbonation de l'énergie qui devient renouvelable, propre et disponible. « A notre laboratoire des nouvelles énergies de Talangaï, dans le sixième arrondissement de

Brazzaville, nous avons déjà 163 gisements de nouveaux pétroles, gaz, nouvelles mines, gisements de nouvelles plantes, nouvelles huiles que nous avons cultivées dans la région du Pool et dans les Plateaux. Ces gisements sont disposés pour être exploités en plus de 2 500 ans chacun », a expliqué le Dr Maurice Itous-Ibara.

L'ancienne civilisation universelle énergétique millénaire qui a existé depuis la nuit des temps jusqu'au XX^e siècle a été marquée par les énergies dites fossiles, non renouvelables. Si le Centre d'excellence d'Oyo pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique peut constituer un point de départ pour une nouvelle civilisation universelle énergétique millénaire, c'est parce que ce centre va mettre au monde une nouvelle terre et régler le réchauffement climatique au Congo et dans le monde entier. « La terre renaît parce qu'elle est enrichie, rajeunie par les nouvelles énergies renouvelables dont la République du Congo a le leadership énergétique. Le sol congolais est le premier au monde à porter un élément chimique appelé Actol négatif, en abondance dans toutes les régions du Congo », a-t-il conclu.

Bruno Okokana

SOCIETE UBIPHARM-CONGO
Société Anonyme au Capital de 950.000.000 F.CFA
Siège Social : Zone Industrielle de M'PILA BP 1118
BRAZZAVILLE
RCCM CG/BZV /06 B 34

AVIS DE CONVOCATION

Les actionnaires de la société sont convoqués en **Assemblée Générale Mixte**, le samedi 27 mai 2023 à 9 h 30 mn, dans la salle de conférence de PEFACO Hôtel Maya-Maya, Aéroport International de Brazzaville, Boulevard Denis SASSOU NGUESSO à Brazzaville (République du Congo), à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour ci-après :

A TITRE ORDINAIRE :

- Présentation du rapport du Conseil d'Administration sur la marche de la société durant l'exercice 2022 ;
- Présentation du rapport général du Commissaire aux comptes sur les états financiers annuels arrêtés au 31 décembre 2022 et sur la tenue des registres de transferts de titres ;
- Présentation du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions réglementées visées aux articles 438 à 448 de l'Acte Uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE ;
- Approbation des états financiers annuels arrêtés au 31 décembre 2022 ; Quitus aux Administrateurs ;
- Affectation du résultat de l'exercice 2022 ;
- Pouvoirs en vue des formalités.

A TITRE EXTRAORDINAIRE :

- Rapport du Conseil d'Administration sur l'augmentation du capital social par incorporation des réserves ;
- Rapports du Commissaire aux comptes sur l'augmentation du capital social ;
- Modification corrélative de l'article 7 des statuts ;
- Pouvoirs en vue des formalités.

L'accès à la réunion est ouvert à tous les actionnaires de la société. Ceux qui seraient empêchés peuvent se faire représenter par un mandataire de leur choix.

Les documents prescrits par la loi sont à la disposition des actionnaires au siège social de la société à Brazzaville (REPUBLIQUE DU CONGO) pendant les quinze jours qui précèdent la date de l'assemblée.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

VISITEZ LE MUSEE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE

Musée
du Bassin du Congo

galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS



L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition
à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Des avis variés pour l'agrément des établissements privés

Après évaluation, la commission d'agrément des établissements privés de l'enseignement supérieur a émis des avis variés, lors de sa septième session ordinaire, tenue du 4 au 5 mai, à Brazzaville.

La commission d'agrément des établissements privés de l'enseignement supérieur a passé au peigne fin une cinquantaine de dossiers. Les uns ont reçu des avis favorables, les autres des avis défavorables. « Concernant les autorisations de création d'établissement, sur les quatorze dossiers, huit ont reçu un avis favorable, soit un taux d'agrément de 57,1% », indique le communiqué final sanctionnant les travaux de la session ordinaire de ladite commission.

Par ailleurs, sur les treize dossiers analysés de renouvellement de l'agrément provisoire, sept ont reçu un avis favorable. Quant aux deux dossiers de renouvellement de l'agrément définitif, ils ont tous été validés. Un seul dossier sur les neuf de demande d'agrément provisoire a été approuvé. S'agissant de l'ouverture de nouveaux programmes de formation, sur les dix examinés un seul a eu un avis favorable.

« Les établissements privés d'enseignement supérieur participent utilement à la formation dans notre pays, aux moyens de programmes inno-



La séance de travail de la commission d'agrément/Adiac

vants qui leur permettent de concurrencer avec les meilleurs établissements. Ces établissements doivent viser l'excellence afin de contribuer, de façon notable, au secteur de l'enseignement supérieur », a fait savoir la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, Delphine Edith Emmanuel.

Elle a aussi souligné que l'éducation est un bien public dont l'Etat est le garant, une cause commune qui implique la formulation et la mise en œuvre des politiques publiques auxquelles participent notamment des acteurs non étatiques qui ne sont autres que les établissements privés dont l'action est prise en compte tant au plan national qu'international. En rappel, le décret n° 2022-1300

du 21 septembre 2022 fixant les conditions d'ouverture des programmes de brevet de technicien supérieur, de diplôme universitaire de technologie, de licence et de master dans les établissements privés de l'enseignement supérieur, publié récemment, en renforce le cadre juridique. La régulation des établissements privés de l'enseignement supérieur, à travers la loi n° 25-95 du

17 novembre 1995, modifiant la loi scolaire n° 008-90 du 6 septembre 1990, et portant réorganisation du système éducatif au Congo, constitue une exigence indispensable au développement du sous-secteur, a conclu la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique.

Rominique Makaya

ÉDUCATION

Des enseignants plaident pour l'amélioration des conditions de travail

Réunis en assemblée générale le 6 mai, à Brazzaville, les enseignants membres de la plateforme syndicale Avenir des enseignants du Congo (AEC) ont déploré et exposé les difficultés qu'ils rencontrent dans l'exercice de leur métier. Ils ont, en même temps, fait quelques propositions au gouvernement dans le but d'encourager et d'honorer leur métier.

Se référant aux conventions et textes internationaux ainsi que nationaux sur les droits de l'homme, en général, et des travailleurs, en particulier, les participants à l'assemblée générale de l'AEC ont rappelé, dans une déclaration, leurs droits et la nécessité de vivre des avantages de leur métier.

Selon cette déclaration lue par le président de l'organisation, Nino Egev Enahemo, l'école occupe une place importante dans la société. Il s'est référé, en effet, à la page 133 de l'ouvrage du président de la République, Denis Sassou N'Guesso, «Le manguière, le fleuve et la souris», dans lequel il est reconnu que les instituteurs et professeurs représentent la base de l'édifice social. « Malheureusement, le constat amer du président de la République sur la situation des enseignants demeure patent. Ils sont mal payés, parfois déconsidérés. Travaillant dans des conditions très difficiles, ils ne parviennent pas à exercer leur mission comme il le faudrait, faute de bâtiments et d'enseignants en nombre suffisant », se désolent les membres de l'AEC dans leur déclaration. Ils revendiquent l'intégration à la



Le présidium de l'assemblée générale de l'AEC/Adiac

Fonction publique des enseignants communautaires, ceux sortis des écoles professionnelles de l'enseignement, le paiement des rappels de solde et la mise en œuvre des textes relatifs au paiement des primes et indemnités.

Ces enseignants ont, par ailleurs, décrié la léthargie du gouvernement et des services habilités dans le traitement des textes d'intégration à la Fonction Publique, l'intégration abusive et arbitraire de nombreux agents non enseignants à la place des enseignants sortis des écoles professionnelles et des enseignants communautaires.

Le document déplore aussi « le désordre souvent observé dans la gestion et l'organisation des examens d'État, suite à l'utilisation abusive des amis et connaissances non enseignants et retraités au détriment des ayants-droits, surtout les volontaires et communautaires qui sont souvent abandonnés pendant les grandes vacances scolaires ».

Il a été également épinglé la question de l'insécurité en milieu scolaire avec la montée du phénomène « bébés noirs » ainsi que la corruption, notamment pendant les examens d'Etat.

Rude Ngoma

Un concours de mathématiques confronte des lycées de Brazzaville

Dans le cadre de la célébration, en différé, de la Journée internationale des mathématiques, la Société mathématiques Congo a organisé des jeux concours qui ont opposé des lycéens des écoles publiques et privées en vue de promouvoir cette discipline et ses particularités dans la société.

Plus de cent cinquante élèves des classes de seconde et première, venus de dix écoles (cinq publiques et cinq privées) ont participé aux concours Mathenigme puis la chasse au trésor. Au terme des différentes épreuves, c'est finalement l'élève François Kombelé du lycée de la Révolution qui a été sacré champion, suivi de Timothée Kiayenika du lycée Pierre-Savorgnan-de-Brazza. « Je suis heureux d'avoir remporté ce concours. C'était facile puisque j'ai l'habitude de traiter les énigmes à la maison. Merci beaucoup à la Société mathématiques du Congo d'avoir organisé ce genre de programme qui nous donne plus d'amour et de passion pour les mathématiques, cette formidable science qui nous a réunis ce jour », a expliqué l'heureux gagnant.

Selon la présidente du comité scientifique de ces concours, Winnie Osété, l'objectif de ces jeux était de permettre aux élèves de traduire et résoudre un problème de société décrit de façon littéraire en utilisant des concepts mathématiques.

La présidente du comité d'organisation, Randhall M'Pemba, a abondé dans le même sens pour rappeler le rôle « incontournable » des mathématiques dans la société avant de demander aux filles et garçons qui ont participé à ces concours de garder leur dynamisme pour les prochaines éditions.

Pour sa part, le président de la Société mathématiques du Congo, le Pr Guy Richard Bossoto, a apprécié l'engouement des jeunes élèves avant de leur demander de continuer à travailler afin de réaliser une bonne carrière dans le domaine des mathématiques. Il a, par la même occasion, annoncé la participation de douze élèves congolais à l'Olympiade des mathématiques, le 12 mai, à Kigali, au Rwanda.

A en croire les organisateurs, le rendez-vous est pris pour le 14 mars prochain en vue d'une autre édition des Mathenigme et la chasse aux trésors des petits génies.

Rude Ngoma

VENDREDIS DU CARREFOUR

Le Dr Cheick Tidiane Gadio parle à la jeunesse africaine depuis Brazzaville

A l'initiative du think tank les vendredis du Carrefour, le président de l'Institut panafricain de stratégies-paix-sécurité-gouvernance (IPS), le Dr Cheick Tidiane Gadio, a animé, le 6 mai à Brazzaville, la 27^e session sur le thème « L'Afrique peut-elle espérer à un avenir radieux ? comment y parvenir ? avec qui ? et à quel horizon ? ».

L'ancien chef de la diplomatie sénégalaise, dans sa leçon inaugurale, a rendu hommage aux pères fondateurs ainsi qu'à son associé, le Pr Moussa Seck, avant de souligner l'importance du thème de la rencontre qui a regroupé de nombreux intellectuels. « Le thème choisi par les organisateurs des vendredis du Carrefour n'est pas seulement explicite, mais il est profond et porte un défi majeur : celui de l'analyse d'une situation concrète pour aboutir à des perspectives concrètes. L'Afrique, plongée dans des crises profondes, a le droit de se réserver le droit fondamental d'aspirer à un avenir radieux », a souligné d'emblée le panafricainiste Cheick Tidiane Gadio.

Parlant de l'unicité du continent, il a déclaré que le destin de l'Afrique passera, entre autres, par la création d'un Etat fédéral appelé de tous leurs vœux par les pères fondateurs, les politiques et les leaders. S'agissant des maux qui minent l'Afrique, le député sénégalais a cité l'absence de stratégie. « Ces soixante dernières années, l'Afrique n'a pas eu de stratégie ni pour son développement, sa sécurité, son économie, ni l'intention de rejoindre les puissances émergentes. La plus grande illustration de notre manque de stratégie est la succession des plans de développe-

ment », a-t-il expliqué.

Parlant de l'avenir du continent, il pense que les jeunes africains sont fatigués d'être les « pauvres les plus riches du monde et les riches les plus pauvres du monde ». « Ces jeunes africains qui frôlent des milliards d'individus sont capables de déplacer des montagnes. Avec un bon leadership visionnaire, ces forces nouvelles africaines décomplexées... vont inévitablement placer l'Afrique dans la trajectoire de son avenir radieux. Pour cela, il nous faudra relever quelques grands challenges pour atteindre assez vite la mise en orbite de l'Afrique parmi les leaders et les décideurs du monde contemporain que ses auteurs, avec de solides complicités africaines, veulent passer à l'hyper balkanisation du continent », a-t-il dénoncé.

Créer un institut panafricain consacré à la réflexion stratégique africaine

Evoquant les challenges à relever, il a souligné l'urgence de déconstruire, de défaire et de vaincre le paradigme de la défaite, symbolisé par l'acceptation et l'intériorisation de l'irréversibilité de la balkanisation de l'Afrique. Il s'agit aussi de déconstruire et de neutraliser le paradigme qui suggère de mettre « la charrue de l'intégration économique devant le bœuf de



Une vue des participants/Adiac

l'unité politique ». Pour lui, tous ceux qui ont approuvé l'agenda 2063 doivent signer un autre engagement. Comment, aujourd'hui dans un monde qui change radicalement, faire un programme de 50 ans ?, s'est-il interrogé, précisant que l'Afrique est sur le cours de l'urgence.

« Comment on peut imposer aux Africains d'attendre 2063 ? Pour moi, l'Afrique n'a pas de stratégie, on essaie, on oublie, on fait un autre plan ; il est temps de mettre fin à cette situation. Seul un leadership à la hauteur des défis du continent pour produire une vision soit victorieuse qui se décline en stratégie cohé-

rente et gagnante », a conclu le Dr Cheick Tidiane Gadio, appelant les Africains à ne pas sous-estimer la menace terroriste.

Président d'honneur du Cercle d'actions et de réflexion pour la refondation, l'unité et le renouveau (Carrefour), le ministre Bruno Jean Richard Itoua, de son côté, a souligné la nécessité de mener une réflexion stratégique pour le continent africain. « Nous appelons à la construction d'une réflexion stratégique commune, rassemblant les intelligences, les compétences à travailler sur notre futur. Quand nous avons du mal à élaborer des plans

quinquennaux ou quand nous les avons élaborés, nous avons du mal à en assurer la mise en œuvre. Quand nous avons du mal à gérer cinq ans, les autres gèrent cinquante, voire cent ans. Si nous ne nous inscrivons pas dans la même dynamique de temps, nous serons toujours en retard, le dernier de la classe, le tapis sur lequel les autres marchent pour avancer », a indiqué le ministre congolais des Hydrocarbures, réitérant l'idée de la création d'un institut panafricain consacré à la réflexion stratégique africaine.

Parfait Wilfried Douniama

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE FORESTIÈRE

Dernier virage vers la gestion du budget en mode programme

Dans la perspective d'adopter, dès janvier 2024, la gestion du budget en mode programme, le ministère de l'Economie forestière a ouvert le 8 mai, à Kintélé, dans le Pool, un atelier spécial pour valider son plan d'action stratégique.

L'atelier, organisé avec l'appui de la Banque mondiale, à travers le Projet des réformes intégrées du secteur public (Prisp), a été présidé par la ministre de l'Economie forestière, Rosalie Matondo. Jusqu'au 11 mai, les experts venus des ministères sectoriels vont faire le diagnostic stratégique du ministère de l'Economie forestière. Il s'agira de déceler les difficultés auxquelles le ministère est confronté afin de planifier des actions dans le cadre du budget-programme.

Le plan stratégique à approuver fait partie des réformes que le gouvernement

veut mener à titre expérimental dans six départements ministériels, considérés comme piliers dans le nouveau Plan national de développement 2022-2026.

L'objectif de la réforme est de concilier le cadre juridique congolais aux six di-

rectives du cadre harmonisé de la gestion des finances publiques au sein de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale.

Pour la ministre de l'Economie forestière, le plan stratégique permettra à son département d'améliorer ses

performances dans la gestion des finances publiques.

« Chacun de vous ici est outillé pour jouer sa partition dans l'amélioration du diagnostic stratégique qui permettra, à terme, de mesurer notre performance à travers l'efficaci-

té, l'efficacité et la qualité de nos prestations. L'appropriation, à terme, par notre ministère, de cet outil de planification, dépend donc de votre perspicacité, de votre participation effective et de votre contribution afin que la mise en œuvre de nos projets inscrits dans le Plan national de développement 2022-2026 soit une réussite », a souligné Rosalie Matondo.

Le coordonnateur du Prisp, Thomas Bandia, a, pour sa part, exprimé son satisfecit pour la tenue de cet atelier, et remercié la ministre de tutelle.

Firmin Oyé

« Chacun de vous ici est outillé pour jouer sa partition dans l'amélioration du diagnostic stratégique qui permettra, à terme, de mesurer notre performance à travers l'efficacité, l'efficacité et la qualité de nos prestations. L'appropriation, à terme, par notre ministère, de cet outil de planification, dépend donc de votre perspicacité, de votre participation effective et de votre contribution afin que la mise en œuvre de nos projets inscrits dans le Plan national de développement 2022-2026 soit une réussite »

FOIRE DE PARIS

Une affluence de visiteurs aux stands du Congo

Les deux stands du Congo connaissent une affluence de visiteurs désireux de connaître le savoir-faire de ce pays. Les enfants Distel et Arsène Miambazila, «Au cœur d'Afrique» au hall 4 et au Parc des expositions de la porte de Versailles, expliquent leurs motivations à défendre la destination Congo.

En arrivant en Martinique en 2006, Distel Miambazila a voulu répondre aux attentes des Antillais. De ce fait, elle a créé «Au cœur d'Afrique», «une entreprise à taille humaine désireuse de faire découvrir au plus grand nombre les traditions et savoir-faire de l'Afrique dans le domaine de la beauté ainsi que des recettes naturelles», confie-t-elle.

Après une mure réflexion, a-t-elle expliqué, son choix de travail s'est porté sur l'option du naturel et de l'authentique avec une fabrication locale et artisanale ; des produits 100% naturels, sans colorant ni conservateur ; une présentation simple respectueuse de l'environnement production. «Nous avons mis un point d'honneur à entretenir une relation de proximité avec notre clientèle pour diversifier et améliorer notre gamme», a-t-elle confié.

Au stand D083 du hall 4, les visiteurs découvrent



Le stand au «Coeur d'Afrique» à la foire de Paris 2023/Marie Alfred Ngoma

huiles au beurre et pom-mades ; shampoing au karité, à l'aloë vera, savon noir brut ou liquide ; savons parfumés faits main sans ajout de parfum ni graisse animale ; sans oublier les boissons naturelles baobab, bissap, moringa.

Au stand B067 du hall 2, celui de la délégation des artisans congolais, Séraphine Ekoa monte au créneau dès qu'il s'agit de leur séjour parisien à la foire. Elle explique comment se déroule la prise de contacts

et la mise en avant de sa marque de Madeinafricashops.

Son activisme impose de chercher à comprendre comment une Congolaise régulièrement installée en France, issue du secteur bancaire au sein duquel elle a fait la plus grande partie de sa carrière et piloté de grands projets, décide un jour de repartir vivre au Congo et devient, par la suite, la représentante du made in Congo à la Foire de Paris.

Repartie au Congo, elle a ouvert un cabinet de conseil spécialisé dans les études, la formation et qui sert d'accélérateur pour les porteurs de projets. Par la suite, elle a fondé le groupe multisectoriel «Africadvice» ayant pour objectif de construire des chaînes de valeurs et ainsi contribuer à améliorer les échanges entre entrepreneurs de la région Afrique centrale et du continent. En parallèle, elle a initié, il y a déjà plus de cinq ans,

en étant co-fondatrice, une organisation non gouvernementale (Groupement des experts de la diaspora pour l'Afrique centrale) qui travaille sur les questions de développement durable en Afrique, et plus particulièrement en Afrique centrale.

Au sein de cette organisation, elle a réussi à fédérer plus de 450 experts africains de haute renommée qui travaillent de manière bénévole à l'accompagnement des projets permettant un développement inclusif dans les pays africains.

Dans le cadre de la promotion de la destination Congo, elle anime un site d'écotourisme et gère le restaurant Mossaka beach. «Mon leitmotiv demeure de transformer toutes les opportunités en succès», se justifie-t-elle d'une voix rassurante, invitant ses compatriotes de la diaspora à intégrer la dynamique de développement de leur pays d'origine, le Congo.

Marie Alfred Ngoma

HANDBALL

La DGSP termine sur le podium de la Supercoupe dames

Au terme de la 30e édition de la Supercoupe d'Afrique de handball séniors dames qui s'est déroulée du 6 au 7 mai en Egypte, le représentant congolais, le club multidisciplinaire de la Direction générale de la sécurité présidentielle (DGSP) a terminé troisième en remportant la médaille de bronze. Les Congolaises ont, en effet, donné le meilleur d'elles-mêmes lors de cette compétition qui a été organisée par la Confédération africaine de handball (Cahb).

La DGSP, actuellement la meilleure équipe du championnat congolais, a dignement représenté le Congo lors de cette compétition malgré les erreurs et pertes de balles des joueuses qui ont profité à son adversaire (Primeiro de Agosto), le 6 mai lors du premier match, 33-27. C'est finalement au cours du match de classement qui l'a opposée à CSF Moknine de la Tunisie que la DGSP a repris ses forces, ce qui l'a permis d'étaler son jeu, notamment à la seconde



Les athlètes de la DGSP/DR

mi-temps après avoir couru derrière le score. Elle a contrôlé le match de bout en bout : 25-22, score final en sa faveur.

La finale a été disputée par deux équipes angolaises qui, depuis

plusieurs saisons, font la loi sur le handball continental dans la catégorie des séniors dames. Il s'agit de Primeiro de Agosto et Petro Atlético. C'est cette dernière qui a été sacrée cham-

pienne de la Supercoupe. Notons que la DGSP et l'Association sportive Otohô débutent ce mardi, toujours en Egypte, le 39e Championnat d'Afrique des clubs vainqueurs de Coupe. La

première sera face à Nouasser à 12h tandis que le novice d'As Otohô affrontera Al Ahly. Ce championnat prendra fin le 18 de ce mois.

Rude Ngoma

CLOSE COMBAT

Les membres de la DTN édifiés sur leurs missions

Inscrite dans le cadre des activités de mise à niveau et de formation des membres administratifs et techniques de la Fédération congolaise de close combat et disciplines associées (Fécoclose-Da), la session de formation des cadres de la Direction technique nationale (DTN) de cette fédération a permis aux participants de comprendre leurs différentes tâches.

Organisée sur le thème « Exploitation des textes fondamentaux fixant organisation, fonctionnement et attributions d'une direction technique », la session de formation, animée par le DTN de la Fécoclose-Da, le moniteur Roland Francis Mahoungou, ceinture noire 6e Dan de close-combat, a été un véritable moment du donner et du recevoir.

Le DTN a rappelé les efforts consentis par les membres de cette fédération, particulièrement ceux de la DTN puisqu'en deux ans d'existence la Fécoclose-Da occupe, selon les statistiques de la direction générale des sports, la deuxième place sur les trente-cinq fédérations nationales que compte le Congo.

Il a, en effet, parlé du rôle individuel de chaque membre ainsi que de la répercussion de leur travail sur le collectif. « Notre fédération est comme un arbre qui compte plusieurs branches



« Notre fédération est comme un arbre qui compte plusieurs branches et racines. Chacun doit jouer convenablement son rôle pour le bien de tous. Souvent, nous nommons les gens sans que ces derniers connaissent réellement leurs missions. Voilà pourquoi nous sensibilisons tout le monde à la bonne exécution de leurs tâches et par ricochet au bon fonctionnement de la DTN »

et racines. Chacun doit jouer le bien de tous. Souvent, nous ces derniers connaissent réellement leurs missions. Voilà

pourquoi nous sensibilisons tout le monde à la bonne exécution de leurs tâches et par ricochet au bon fonctionnement de la DTN », a indiqué ce cadre des arts martiaux qui est, en même temps, le directeur technique de l'Union africaine de close combat

Tous les départements de la DTN ont été passés au peigne fin, notamment ceux de la formation, des entraînements, de l'arbitrage, de la médecine, des disciplines associées, de l'information et autres.

Cette session de formation, co-animée avec Me Fernand Romain Ondono, s'est déroulée en présence des représentants des disciplines associées de la Fécoclose-Da et de certains cadres de la fédération de karaté. C'était, en effet, une aubaine pour les close men. Des activités similaires sont prévues pour les prochains jours.

Rude Ngoma

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

Albanie, 32e journée, 1re division
Chandrel Massanga, titulaire, et le Partizani Tirana battent Kukësi 3-1. Deuxième avec deux points de retard, le Partizani devra s'imposer lors de la prochaine journée sur le terrain du premier et grand rival du FK Tirana.

Allemagne, 31e journée, 1re division

Après sept matches en tribunes, Sylvester Ganvoula faisait son retour sur banc de Bochum. Et il est entré à la 81e lors de la défaite de son équipe à Mönchengladbach (0-2). Bochum est 17e et relégable avec 2 points de retard sur le 15e.

Allemagne, 35e journée, 3e division
Aurel Loubongo-Mboungou est resté sur le banc lors du revers de Rot Weiss Essen à Meppen (0-2). Le promu 15e avec 7 points d'avance sur la zone rouge.

Allemagne, 33e journée, 4e division, groupe Ouest

Exaucé Andzouana, titulaire, et l'Alemaniam Aachen s'incline à domicile face à la réserve de Schalke (0-1).

Allemagne, 35e journée, 4e division, groupe Nord

Rehden est tenu en échec par Jeddeloh (0-1). Rappelons que le Congolais Hugues Mbossa est entraîneur-adjoint du SC Rehden, 17e et relégable.

Autriche, 26e journée, 2e division

St-Pölten reste en tête malgré les deux points perdus face au Vorwärts Steyr (1-1). Kevin Monzialo a été remplacé à la 62e.

Belgique, 2e journée des play-offs Conférence League, 1re division

Sans Senna Miangué (saison terminée), le Cercle de Bruges s'impose 5-3 à Westerlo. Les vert et noir sont deuxièmes à 5e points de la Gantoise.

Belgique, 9e journée des play-offs, 2e division

Yann Mabella, titulaire, et Virton arrachent le nul 1-1 chez la réserve du Standard. Insuffisant pour l'Excelsior, officiellement relégué avec 6 points de retard sur l'avant-dernier à une journée du terme de la saison.

Bulgarie, 30e journée, 1re division

Le CSKA 1948 chute à domicile face au Slavia Sofia (0-1). Sans Ryan Bidounga, blessé depuis la double confrontation face au Sud-Soudan, fin mars.

Croatie, 33e journée, 1re division

Merveil Ndockyt a été remplacé à la pause lors du match nul de Gorica face au Slaven Koprivnica (0-0). Face à une autre équipe du bas de tableau, Gorica manque l'occasion de creuser l'écart avec Sibenik, la lanterne rouge.

Ecosse, 1e journée des play-down, 1re division

Malgré l'entrée de Dylan Bahamboula à la 71e, Livingston chute chez la lanterne rouge, Ross County (0-2). Le milieu offensif a été remplacé à la 73e.

Dundee United s'incline à Saint-Johnston (0-1). Avec Loïck Ayina titulaire en défense centrale. Le jeune défenseur prêté par Huddersfield enchaîne ainsi une 7e titularisation.

Au classement, Livingstone est premier avec 42 points et Dundee United est 4e avec 31 points. Le cin-

quième de ce mini-championnat de cinq journées dispute des barrages, tandis que le sixième est directement relégué.

Ecosse, 36e journée, 2e division

Arbroath est tenu en échec par Hamilton (0-0). Titulaire au poste de récupérateur, Scott Bitsindou a été remplacé à la 88e.

Espagne, 39e journée, 2e division

Santander prend un point à Mirandes (1-1). Titulaire, Jordi Mboula a été remplacé à la 59e. A trois journées du terme, Santander, qui recevra deux fois, compte huit points d'avance sur la zone de relégation. Le maintien se rapproche.

Ligue 2, 34e journée

Titulaire dans son couloir droit lors de la réception de Quevilly-Rouen, Mons Bassouamina a encore été décisif : à la 30e, il perce l'axe de la défense et pousse Lemaître à la parade. Sur le ballon relâché, les Palois obtiennent et transforment un penalty. Mais s'inclinent finalement 3-4. L'attaquant congolais a été remplacé à la 75e à 2-2.

Une deuxième opération portes-ouvertes de la défense du FC Pau, après la défaite 2-3 à Nîmes lors de la 33e journée.

Marvin Baudry est resté sur le banc lors du succès de Laval face à Bastia (2-1). Le défenseur de 33 ans a vu son temps de jeu fondre depuis le mois de mars (3 apparitions, 1 seule titularisation et 82 minutes de jeu lors des 8 dernières journées). Préoccupant alors qu'il sera en fin de contrat en juin prochain.

Toujours privés de Bryan Passi, éloigné des terrains de puis sa blessure face au Sud-Soudan, les Chamois niortais s'inclinent à domicile face à Metz (1-3).

Dans un duel de mal-classés, Annecy joue avec le feu en perdant deux points, à domicile, face à Dijon (1-1). Capitaine, Kevin Mouanga était titulaire au poste d'axial gauche. Suspendu lors de la 35e journée pour la réception du Havre.

Dans sa course à la montée en Ligue 1, Bordeaux assure l'essentiel en battant Caen 1-0. Dilane Bakwa, titulaire, a été remplacé à la 71e.

Guingamp s'incline à Saint-Etienne 2-3. Remplaçant, Warren Tchimbembe est entré à la 82e. Aligné à son habituel poste de piston gauche, Niels Nkounkou est passeur décisif sur le but de la victoire des Verts : sollicité par une longue transversale d'Appiah, il déborde Sivis et adresse, entre trois adversaires, un caviar à Wadji dans les 6 mètres.

Sa 8e passe décisive de la saison pour 6 buts en 16 matches de Ligue 2.

En attendant leur match face à Rodez ce lundi, Le Havre et Nolan Mbemba restent en tête avec 68 points et trois longueurs d'avance sur Bordeaux et six sur Metz, le 3e.

Avec 46 points, Saint-Etienne est 10e, devant Guingamp, 11e avec 45 points, et Rodez, 13e avec 41 points.

Pau est 14e avec 40 points, suivi d'Annecy, 16e et premier non-relégable avec 38 points. Laval est 17e avec 37 points, tandis que Niort est déjà condamné avec 27 points.

Camille Delourme

COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Évelyne Tchitchelle en visite de travail en France

Le maire de la ville océanne séjourne en France où elle a répondu, après le Havre, à l'invitation de Brice Arsène Mankou, président de l'Institut de formation aux métiers de la ville (IFMV), à l'occasion d'une rencontre citoyenne à Saint-Étienne-du-Rouvray, en Normandie près de Rouen. Avec cette rencontre citoyenne loin de Paris, c'est un nouvel état d'approche qui s'établit entre les élus congolais et leurs compatriotes résidant en France.

La présidente du bureau exécutif du Conseil départemental et municipal de Pointe-Noire, maire de la ville océane du Congo, après un entretien la veille avec son homologue Édouard Philippe, au Havre, s'est rendue le 6 mai à Saint-Étienne-du-Rouvray. Elle y a été chaleureusement accueillie par le maire de la ville hôte, Joachim Moysse, Hubert Wulfranc, député de la troisième circonscription de la Seine-Maritime, président du Groupe d'amitié France Congo, et Emmanuel Brouiller, consul honoraire du Congo en Normandie.

Sur place, dans la salle de l'Espace Célestin-Freinet, le maire a présenté tout ce qui est mis en œuvre pour le rapprochement de Pointe-Noire, ville centenaire, dans le cadre de la coopération décentralisée en appui de sa politique axée sur l'habitat, l'aménagement du territoire, le développement économique, la participation citoyenne, la coopération, la gouvernance et la communication. En résumé, une présentation intitulée pour la circonstance «Pointe-Noire, capitale économique du Congo – Construisons-la ensemble».

Devant une assistance constituée de Congolais de France



La photo de famille autour d'Evelyne Tchitchelle lors de la rencontre citoyenne à Saint-Etienne du Rouvray, le 6 mai 2023/Varan de Komodo

et des amis du Congo, le trentième maire de Pointe-Noire, première femme à diriger une municipalité de près d'1,3 million d'habitants au Congo, a posé les jalons d'échanges susceptibles d'établir une relation féconde en vue de sceller non seulement le destin d'urbanisme durable des deux villes respectives et de leurs populations, mais également pour une relation d'affaires entre opé-

rateurs de Pointe-Noire et de Saint-Étienne-du-Rouvray.

À l'image de sa méthode de gouvernance locale en application du Projet développement urbain et restructuration des quartiers précaires, à savoir l'implication des citoyens et acteurs de sa ville, le maire s'est prêté à la séance de questions-réponses avec l'assistance.

Évelyne Tchitchelle, en dehors des questions régaliennes, a

répondu sans aucun détour à toutes celles concernant son périmètre. Elle a exprimé son réel intérêt de voir les Congolais de l'étranger jouer le rôle de partenaires stratégiques quant au développement économique de Pointe-Noire, rappelant au passage, en tant qu'ancienne secrétaire générale de la Chambre de commerce de Pointe-Noire, que les dispositifs existent pour faciliter les différentes initiatives de

la diaspora en vue des investissements au Congo.

À propos de sa séance de travail avec Édouard Philippe, il s'agissait, pour l'essentiel de la rencontre, de redynamiser la coopération entre la ville du Havre et celle de Pointe-Noire qui existe depuis 1984.

Joachim Moysse s'est montré réceptif et désireux de continuer à échanger à propos de cette diplomatie par les villes en mettant les sciences au service de l'humain, de la culture, du sport. La suite de cette rencontre a consisté à se retrouver, le 7 juillet, avec la diaspora congolaise. En partenariat avec IFMV et la ville de Saint-Étienne-du-Rouvray, cette rencontre a permis de faire connaissance, de se parler et ressortir ensemble des stratégies, des pistes d'action prioritaires face aux grands défis de la communauté congolaise en France. La délégation congolaise a terminé sa journée de travail en allant rendre hommage au père Jacques Hamel à l'église de Saint-Etienne du Rouvray, lieu où il avait été assassiné le 26 juillet 2016. Un symbole fort et solidaire pour dire non à la haine sous n'importe quelle forme que ce soit.

Marie Alfred Ngoma

NÉCROLOGIE



Les enfants Addhas et Soumbo Yemoude ont le regret d'annoncer aux parents, amis et connaissance le décès de leur sœur Marguerite Edith Soumbo Yemoude alias Maguy survenu le jeudi 4 mai 2023.

La veillée mortuaire se tient au domicile familial sis au croisement de la rue CFCO avenue Mfoa.

ASSOCIATION AGRICOLE : ETAGRI

Service : - Promouvoir le développement de la culture agricole et d'élevage
- Communication des produits au niveau national et international, en vue de créer de l'emploi et de la main d'œuvre

Tél : 06 687 30 02

Adresse : 62 rue Lefourou Talangai

AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER DE KINSHASA

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

ADIAAC NEWSLETTER

L'information du Congo et de sa région en un clic !

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter et restez informé des principaux faits marquants de l'actualité

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
(+ 242) 05 532 01 09
info@lesdepechesdebrazzaville.fr

Le service diffusion, les vendeurs ambulants des Dépêches de Brazzaville, ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de Noté Ngambio, survenu le 3 mai 2023 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient dans la rue Équateur n°52 arrêt de bus marché Talangai.

La date de l'enterrement sera communiquée ultérieurement.



CAN U-17 TOTALÉNERGIES ALGÉRIE 2023

Le Congo affronte le Mali en quarts de finale

Les Diables rouges des moins de 17 ans affronteront, le 11 mai, à Annaba, les Aiglons du Mali en match comptant pour les quarts de finale de la compétition. Les Congolais ont terminé parmi les deux meilleurs troisièmes de cette Coupe d'Afrique des nations (CAN) après avoir concédé deux matches nuls, respectivement contre la Somalie et l'Algérie, puis une défaite contre le Sénégal.

Le match contre le Mali s'annonce décisif car il permettra au vainqueur de valider non seulement son ticket pour le dernier carré de la compétition mais aussi une qualification pour la phase finale de la Coupe du monde de la catégorie. « Comme je l'ai dit au début de la compétition, nous prenons les matches les uns après les autres. Nous avons atteint notre minimum, à savoir se qualifier pour les quarts de finale. C'est une bonne chance. Maintenant, nous allons jouer les quarts de finale pour rentrer dans l'histoire », a déclaré Fabrizio Eraldo Cesana avant le départ de la délégation congolaise pour Annaba.

Son équipe, a-t-il rassuré, donnera le meilleur d'elle-même pour obtenir un bon résultat face à une équipe du Mali très physique avec des joueurs de grand gabarit et des individualités très fortes. « Nous devons nous préparer pour déjouer leur plan de jeu », a-t-il souligné.

Sur le terrain, les jeunes diabolins produisent un football pétillant. Malheureusement, leurs différentes prestations sont ternies par le manque de réalisme criant devant les buts. « Ce n'est pas nouveau. Nous

avons travaillé pour nous améliorer mais je constate qu'il y a quelque chose qui manque quand nous nous présentons devant les buts. Après, c'est difficile à expliquer. Je pense que cela doit être psychologique.

On fait tout bien mais quand nous arrivons dans la surface, on est bloqué. On travaillera. Le temps et l'expérience internationale qu'ils ont acquise nous permettront de corriger cette faiblesse. Cela va se régler

avec le temps », a promis Fabrizio Eraldo Cesana.

Le sélectionneur des Diables rouges quitte Alger en gardant comme meilleur souvenir la prestation de son équipe face à l'Algérie, pays hôte, puis face au Sénégal dont il ignore toujours les raisons de l'échec de son équipe, concédant le but suite à une charge sur le gardien. A l'opposé, il y a eu télescopage entre le gardien sénégalais et son défenseur. Mais le but congolais a été invalidé pour une faute non existante. « C'est le football », a-t-il commenté, avant de remercier tout le staff technique pour le travail accompli lors de la phase de groupes.

Les quarts de finale de cette quatorzième édition débiteront le 10 mai. Parmi les affiches, le très attendu Maroc-Algérie, à Constantine. Avant, à Alger, le Sénégal affrontera l'Afrique du Sud. Le 11 mai, après le match Mali-Congo, le Nigeria en découdra avec le Burkina Faso.

James Golden Eloué



La joie des Diables rouges dans les vestiaires après le match contre l'Algérie/Adiac

ORDRE DES ARCHITECTES DU CONGO

Antoine Béli Bokolojoué se fixe de nouveaux défis

Réélu à la tête de l'institution pour un mandat de trois ans, le président de l'Ordre des architectes du Congo (OAC), Antoine Béli Bokolojoué, s'est fixé comme objectifs, entre autres, de nouer des partenariats avec l'Institut d'architecture de l'Université Denis-Sassou-N'Guesso de Kintélé, d'accompagner les formations continues des jeunes architectes.

Le président sortant a été réélu à la tête d'un bureau exécutif de cinq membres, au terme de l'assemblée générale électorale tenue le 6 mai, à Brazzaville. Antoine Béli Bokolojoué sera suppléé par Germain Oumba en qualité de vice-président. Secrétaire général, Gervais Dibansa a également été reconduit à son poste, tout comme Charrick Badinga au commissariat au compte.

Les participants ont aussi mis en place un conseil national de quinze membres. Se félicitant de la confiance renouvelée par ses consœurs et confrères, le président de l'OAC entend relever les défis de l'heure. La nouvelle équipe se dit disposée à travailler avec les responsables de l'université de Kintélé et de les accompagner dans la formation des jeunes étudiants en architecture. « Notre travail, c'est toujours de faire de telle sorte que l'architecte congolais puisse prendre sa place entière dans le processus de développement de notre pays. Nous devons également nouer des partenariats



Les membres du conseil national de l'OAC/Adiac

de l'Université Denis-Sassou-N'Guesso, mais aussi assurer les formations continues pour nos architectes et nos jeunes », a-t-il rappelé, précisant que la formation sera l'un des axes de son nouveau mandat

Selon lui, la plupart des architectes au Congo sont des jeunes nécessitant une formation continue. Fort de ses partenariats avec des organismes œuvrant dans plusieurs domaines à travers le monde,

l'OAC s'est engagé à s'arrimer à la nouvelle donne en la matière. « L'architecture est devenue un domaine vaste. Hier, on ne parlait pas de la qualité environnementale des bâtiments, aujourd'hui nous sommes obligés, avec tout ce qui est désordre climatique, d'intégrer tous ces paramètres. Au moment où on parle des maisons qui s'écroulent, les aménagements qui sont faits de manière anarchique, l'architecte congolais veut prendre

toute sa place dans le développement de notre pays », a-t-il insisté.

Créé par la loi 13/92 du 29 avril 1992, l'OAC s'inscrit toujours dans l'ensemble des projets de société du président de la République qu'il entend accompagner pour réaliser les grandes choses dans le pays, a dit son président. D'où l'importance d'œuvrer pour que les architectes congolais soient de plus en plus associés à l'œuvre de l'édification nationale ; valori-

ser la profession d'architecture dans le pays. L'autre axe essentiel du nouveau mandat d'Antoine Béli Bokolojoué sera de plaider pour l'adoption des lois qui traînent depuis des années sur la table du gouvernement. Parmi lesquelles, la nouvelle loi portant titre et exercice de la profession des architectes et celle portant orientation sur l'architecture et le problème de statut des architectes fonctionnaires.

Parfait Wilfried Douniama